Conditions générales d'utilisation et de vente

Dernière mise à jour : 11 octobre 2026.

1. Identification de la praticienne

Julie BRIE exerce sous le statut d'entrepreneur individuel (EI), sous le régime de la micro-entreprise, sous le nom commercial ***Retour au calme***, SIRET 10027451300017.

Adresse professionnelle : 13 rue du MAYA, 78180 Montigny le Bretonneux, FRANCE.
Courriel : julie.brie@orange.fr
Téléphone : 06.47.39.08.46
Site internet : www.retouraucalme-reiki.fr

Je suis dénommée ci-après « la praticienne ».

2. Objet et champ d'application

Les présentes conditions générales d'utilisation et de vente, ci-après les « CGUV », précisent les modalités d'accès au site www.retouraucalme-reiki.fr, et les conditions de réservation et de paiement des prestations Reiki proposées par la praticienne.
Toute réservation implique que le client ait pris connaissance des présentes CGUV et les accepte. Le client peut les consulter avant toute réservation et en conserver une copie.

3. Présentation des prestations

La praticienne propose des séances de Reiki, de protocoles chamaniques et de tirages d'oracles. Les durées sont indiquées à titre indicatif et peuvent varier légèrement.
Une séance de reiki dure environ 1h et se déroule soit au cabinet soit à distance. Une séance chamanique dure 1h30 environ. Une séance de recouvrement d'âme dure entre 1h30 à 2h. Un tirage d'oracles dure 1h. Les contenus, prix et modalités sont indiqués sur le site et communiqués au client avant la réservation.
Le Reiki, tout comme les protocoles chamaniques et tirage d'oracles, sont des pratiques d'accompagnement au bien-être et au développement personnel. Elles ne constituent pas un acte médical ou paramédical, ne permettent pas d'établir un diagnostic et ne se substituent pas à un avis, un diagnostic ou un traitement médical. Le client ne doit pas interrompre ou modifier un traitement sans l'avis d'un professionnel de santé.

4. Réservation

La réservation peut être effectuée par téléphone ou par courriel. Elle est confirmée par courriel / SMS / appel direct.
Le client s'engage à fournir des coordonnées exactes et à signaler, avant la séance, toute information qu'il estime utile à son accueil et à son confort.
La praticienne peut refuser ou reporter une séance lorsque les conditions ne permettent pas de la réaliser correctement ou en toute sécurité. Le client en est informé dans les meilleurs délais ; toute somme déjà versée pour la séance concernée est alors remboursée ou reportée avec l'accord du client.

5. Prix et paiement

Les prix sont indiqués sur le site internet en euros toutes taxes comprises, la micro-entreprise relevant de la franchise en base de TVA. Le prix applicable est celui communiqué au client au moment de la réservation.
Le paiement s'effectue par espèces ou virement, le jour de la séance.
En cas de retard ou de défaut de paiement, la praticienne pourra suspendre les nouvelles réservations jusqu'au règlement des sommes dues, sous réserve des règles applicables aux consommateurs.

6. Annulation et retard

Le client peut annuler ou demander le report d'une séance en prévenant la praticienne 24 heures à l'avance par e-mail ou SMS ou appel direct, pour une séance en cabinet ou à distance.
En cas d'annulation à moins de 24 heures ou d'absence, la séance sera due, sauf motif légitime ou accord de report.
En cas de retard du client, la séance pourra être écourtée afin de ne pas retarder les rendez-vous suivants le cas échéant, sans réduction de prix.
Si la praticienne annule ou reporte le rendez-vous, le client pourra convenir avec elle d'un nouveau créneau.

7. Obligations et comportement du client

Le client s'engage à respecter les horaires convenus et les règles de courtoisie et de sécurité applicables au lieu de la séance.
Le client demeure libre d'interrompre la séance à tout moment. Il peut poser des questions ou exprimer ses limites avant ou pendant la séance.
La praticienne peut interrompre une séance si le comportement du client empêche son déroulement dans des conditions acceptables. Les modalités de remboursement éventuel sont alors examinées selon les circonstances et les règles applicables.

8. Responsabilité

La praticienne s'engage à apporter un soin raisonnable à la réalisation des prestations. Elle ne garantit aucun résultat particulier.
Le client reste responsable de ses décisions concernant sa santé et de la consultation des professionnels de santé compétents. La praticienne ne recommande pas l'arrêt ou la modification d'un traitement médical.
La présente clause ne limite pas les droits impératifs du consommateur ni la responsabilité de la praticienne lorsque celle-ci est prévue par la loi.

9. Données personnelles et RGPD

La politique de confidentialité, disponible sur le site www.retouraucalme-reiki.fr, détaille comment les données personnelles sont gérées conformément à la loi en vigueur.

10. Propriété intellectuelle et utilisation du site

Les textes, images, logos et autres contenus du site sont protégés par les règles applicables à la propriété intellectuelle. Sauf autorisation écrite, ils ne peuvent être copiés ou réutilisés à des fins commerciales.
Le site est fourni dans la mesure du possible de manière accessible et à jour. La praticienne ne peut garantir une disponibilité continue du site, notamment en cas de maintenance ou de problème technique.

11. Réclamations et médiation de la consommation

Toute réclamation peut être adressée à la praticienne à l'adresse suivante : julie.brie@orange.fr ou au 13 rue du Maya, 78180. Elle s'efforcera d'y répondre le plus rapidement possible.
Si le client est un consommateur et qu'aucune solution amiable n'a été trouvée après une réclamation écrite préalable, il peut saisir gratuitement le médiateur de la consommation dont relève la praticienne :
[Nom du médiateur] : en cours de choix
[Adresse] : à venir
[Site internet ou modalités de saisine] : à venir

12. Droit applicable et litiges

Les présentes CGUV sont soumises au droit français. En cas de désaccord, le client est invité à contacter d'abord la praticienne afin de rechercher une solution amiable. Les règles légales de compétence des juridictions restent applicables.